

*Les subsides*

mes collègues de l'autre côté m'invitaient à poser des questions, parce que cela devenait gênant pour eux de provoquer le ministre. Finalement, le ministre a saisi et je ne le blâme pas particulièrement des efforts qu'il fait. Il en parle depuis 1981, mais on sait qu'une stratégie industrielle aurait dû être établie il y a 20 ans, et je suis obligé de me tourner vers ce gouvernement qui depuis 20 ans a eu le pouvoir pendant 99 p. 100 du temps.

Voilà donc, monsieur le président, la raison d'un blâme justifié de l'absence d'une politique industrielle, ce qui fait que c'est difficile pour le Canada, comme pays industrialisé, de se comparer à beaucoup d'autres pays aujourd'hui. Voilà donc la situation, monsieur le président. Donc aujourd'hui nous sommes obligés d'arriver avec des cataplasmes pour sauver ce qui reste, et c'est cela qui est malheureux. Une véritable stratégie industrielle aurait permis à plusieurs industries de tenir le coup. On aurait averti ces industries. On aurait pu obtenir la coopération des syndicats. On aurait pu prévoir l'importance de ce qu'on appelle la productivité pour fins de concurrence sur le plan international. Il n'y a pas eu de stratégie, on ne s'est pas soucié de l'avenir, et l'on a manqué de prévoyance, et gouverner, c'est prévoir, et on ne l'a pas fait. Nous sommes, je pense, tout à fait justifiés de blâmer le gouvernement de ne pas avoir instauré cette stratégie industrielle, et c'était vital pour l'avenir du Canada. Mais on ne l'a pas fait et aujourd'hui on nous reproche d'attaquer le gouvernement parce qu'on n'a pas mis sur pied cette stratégie industrielle. Alors il est clair que le gouvernement doit accepter non seulement sa part, mais la responsabilité totale de l'absence d'une telle stratégie et du même coup accepter la responsabilité d'un pays actuellement dont la misère est grandissante et où les Canadiens s'inquiètent énormément de la compétence de ses administrateurs.

Voilà ce qu'il y a à dire là-dessus. Je pense qu'il n'y a pas un député ministériel qui ne se sent pas gêné de tenter de défendre actuellement la conjoncture économique que nous connaissons à cause de l'absence d'une stratégie à long terme.

Monsieur le président, il est faux de prétendre que l'État doit intervenir quotidiennement dans l'industrie ou dans les affaires de l'individu.

• (2130)

L'État a comme devoir de présenter de grandes orientations, des politiques qui permettent au secteur privé d'être intéressé; des incitations, par exemple, à investir au pays, et alors il doit être en mesure d'apporter ce supplément qui souvent est nécessaire. Et l'État a aussi le pouvoir d'orienter ces industries dans des secteurs névralgiques, dans des régions vulnérables à cause du taux de chômage. L'État peut le faire, mais sans pour autant prendre la place de l'entreprise privée. C'est tout ce qu'on demande. Mais cela fait partie encore une fois d'une politique, d'une stratégie industrielle bien orchestrée. Et je le répète, et ce n'est pas la première fois que je le dis, il en sera ainsi aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas appelé autour de la même table et les syndicats et les industriels et le gouvernement pour lui faire connaître de façon précise ses

orientations à moyen et à long terme. Mais ce n'est pas ce qu'on a fait dans le domaine de l'énergie.

On sait que, parce que le gouvernement a voulu prendre la place de l'entreprise privée, cela coûte environ 40 milliards de dollars d'investissements au Canada. Voilà le résultat d'un gouvernement qui a préféré prendre la place de l'entreprise privée plutôt que d'utiliser et de permettre à celle-ci de faire les choses qu'elle sait mieux faire que l'État. Et dans d'autres domaines, c'est la même chose. Donc il y a urgence de mettre sur pied une stratégie industrielle, mais on ne peut s'empêcher de blâmer le gouvernement de ne pas l'avoir fait depuis déjà 20 ans. Et aujourd'hui, des milliers de Canadiens sont inquiets. Le très honorable premier ministre (M. Trudeau) nous confirme que l'hiver sera dur. D'autres organismes nous confirment que nous allons maintenir le chômage à 12 p. 100. On n'a rien réglé bien sûr!

Le ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale nous parle du milliard de dollars que le ministre des Finances (M. Lalonde) a lancés récemment pour un certain nombre de nouveaux projets qui permettront à des milliers de Canadiens de travailler 20 ou 26 semaines, pour retourner encore à l'assurance-chômage. Ce n'est pas de cette façon qu'on peut bâtir un pays et qu'on peut redonner confiance aux Canadiens.

J'aurais beaucoup de chiffres à donner, je pourrais parler des faillites monumentales qu'on a connues en 1982; 40 p. 100 de ces 8,074 faillites se retrouvent dans ma province. Et Dieu sait, monsieur le président, et vous le savez, que dans ma province aussi, on s'inquiète. On s'inquiète et on regrette l'absence d'une stratégie industrielle. Alors ce blâme aujourd'hui envers le gouvernement est tout à fait justifié. Et je suis sûr que les députés libéraux regrettent énormément aussi de ne pas avoir pu influencer ce Cabinet qui a refusé de répondre aux besoins pressants pour l'avenir de ce pays, d'établir cette stratégie industrielle. Nous la réclamons aujourd'hui plus fort que jamais. C'est plus urgent que jamais, mais le mal est fait et ce mal, le gouvernement doit en assumer la responsabilité. A propos de cette absence de stratégie nécessaire pour la création d'emplois, le gouvernement ne s'en tirera pas comme cela, et il conseille de nous demander d'oublier le passé.

Comment peut-on demander aux Canadiens de faire confiance à ce gouvernement qui est responsable d'une faute aussi abominable? C'est impossible, monsieur le président. C'est pour cette raison bien sûr que nous tentons encore aujourd'hui de ramener le gouvernement à une proposition qui s'impose, c'est-à-dire à la mise sur pied d'une stratégie industrielle. J'ose espérer cette fois-ci que le gouvernement a saisi l'importance, la clé, le nœud et la solution pour les années à venir. Mais je regrette, monsieur le président, il est tard, il est trop tard, il est facile de demander aux Canadiens de se serrer la ceinture quand ils sont en train de crever de faim. Mais ces Canadiens devront se souvenir que ceux qui sont responsables de l'obligation du serrement de la ceinture ne sont pas de ce côté-ci, mais bien de l'autre côté parce qu'on a refusé de les entendre quand c'était le temps. Je laisse mon temps à d'autres, monsieur le président, mais j'aurais encore beaucoup de choses à dire.